

Argumentaire

De quoi s'agit-il ?

Le 15 mai 2022, la population votera sur la modification de la loi sur la transplantation. Cette loi entraîne un passage au principe du « consentement présumé » pour le don d'organes. Autrement dit : toute personne ne souhaitant pas faire don de ses organes après son décès devra désormais le signaler explicitement. Aujourd'hui, c'est le principe inverse qui prévaut : un don est possible uniquement en présence d'un consentement (par exemple avec une carte de donneur, des directives anticipées, etc.). La nouvelle loi a pour objectif d'augmenter le taux de dons en Suisse et de créer les conditions permettant aux personnes ayant besoin d'une transplantation d'attendre moins longtemps avant de recevoir un organe.

En 2021, 1434 personnes étaient inscrites sur la liste d'attente pour un don d'organe. Chaque semaine, une à deux personnes décèdent en attendant un don d'organe. Le nouveau projet de loi peut corriger ce dysfonctionnement. Cela permet de sauver des vies. Rien ne change dans le processus strict et sûr du don d'organes. Les proches continuent à être impliqués. Si la volonté du défunt n'a pas été explicitement signalée, les proches décident toujours, dans le sens de la personne décédée.

Bien que 80% de la population suisse soient en faveur du don d'organes, trop peu de personnes consignent leur décision par écrit. Selon une enquête de l'Office fédéral de la statistique, 16,4% de la population¹ possèdent une carte de donneur, 36,9% ont fait part de leur volonté oralement à leurs proches. Cependant, selon les chiffres de Swisstransplant²,

seuls 2% se sont inscrits dans le registre de donneurs. La volonté du défunt n'est généralement pas connue. Cela entraîne souvent le refus du don d'organes, bien que celui-ci aurait répondu au souhait de la personne décédée. C'est ce que nous entendons changer grâce à cette loi : au Royaume-Uni, en France et aux Pays-Bas, le consentement présumé s'applique et grâce au passage à ce système, les gens sont plus nombreux à consigner leur volonté. Ainsi, aux Pays-Bas par exemple, 75% de la population adulte ont consigné leur volonté dans le registre national.

Pourquoi avons-nous besoin du consentement présumé pour le don d'organes ?

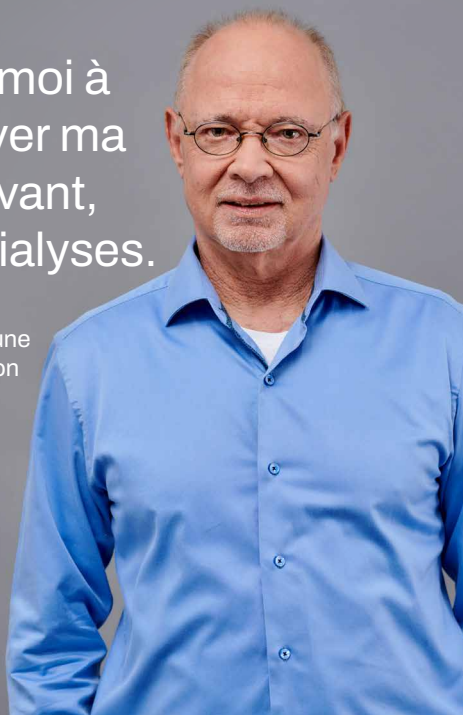
Une transplantation d'organe est toujours la dernière option thérapeutique. Cela signifie qu'on ne la prend en considération que lorsque rien d'autre ne fonctionne. En 2021, 1434 personnes se trouvaient sur la liste d'attente. 72 d'entre elles sont décédées en attendant un organe. Concrètement, il y a en Suisse trois fois plus de personnes sur la liste d'attente que d'organes disponibles. En moyenne, les personnes concernées attendent un cœur, un poumon ou un foie pendant environ un an. Le temps d'attente est d'environ trois ans pour un rein. Certaines personnes attendent même plus de sept ans². Ce long temps d'attente a souvent pour conséquence que l'état de santé des patients se dégrade tellement qu'ils se retrouvent presque en fin de vie, avant de recevoir l'organe qui leur sauve la vie. Ce long temps d'attente n'est pas uniquement problématique du point de vue médical, il génère également une peine et une douleur supplémentaires pour les patients ainsi que leur entourage.

Le consentement présumé combiné à une communication menée à l'échelle nationale peuvent contribuer à augmenter le taux de dons en Suisse. Car des personnes de tous les



Aidez-moi à retrouver ma vie d'avant, sans dialyses.

Valentin, 63, en attente d'une transplantation rénale



Grâce à ce don, notre famille est toujours réunie.

Ibrahim, 38, transplanté du foie





Sans don d'organe, je ne serais pas là aujourd'hui.

Emilie, 28,
transplantée du foie



groupes d'âges ont besoin de dons d'organes. Des témoignages de personnes concernées montrent que cela peut toucher chacun de nous, que ce soit à la suite d'un accident ou d'une maladie imprévisible. Aujourd'hui, il y a six fois plus de chances d'avoir soi-même besoin d'une transplantation d'organe que de pouvoir donner ses organes après le décès. Un don d'organes permet de sauver des vies et d'éviter de terribles coups du destin.

Comment fonctionne le consentement présumé ?

Le consentement présumé signifie que toutes les personnes ne souhaitant pas faire le don de leurs organes doivent consigner cette volonté. S'il existe une telle déclaration de volonté, aucun prélèvement d'organes ne sera effectué. En l'absence d'une telle opposition, il est demandé dans tous les cas aux proches s'ils savent que la personne décédée n'aurait pas souhaité faire don de ses organes. Dans cette situation, les proches peuvent refuser un don d'organes. En l'absence d'opposition et si aucun proche ne peut être contacté, les organes ne peuvent en aucun cas être prélevés.

Quelle est la différence par rapport au système actuel ?

Aujourd'hui, le principe du consentement explicite au sens large est appliqué. Cela signifie que chacun doit donner activement son accord à un don d'organes. Si cela n'a pas été fait, les proches doivent décider. Bien que 80% de la population suisse soient favorables à un tel don, trop peu communiquent leur volonté. Avec la conséquence suivante : des personnes décèdent ayant attendu trop longtemps un organe. Le point important est que la nouvelle réglementation ne modifie en rien le processus du don d'organes ou du prélèvement d'organes. Ce processus est défini très claire-

ment, strictement contrôlé et les organes sont transplantés en toute sécurité. L'attribution des organes se fait strictement selon l'ordonnance sur l'attribution d'organes qui est liée à la loi sur la transplantation. La liste d'attente est gérée selon les critères suivants :

- Urgence médicale
- Domicile en Suisse
- Utilité médicale (des groupes d'experts définissent les critères)
- Priorités spécifiques (p. ex. enfants/groupe sanguin)
- Temps d'attente

Seuls sont prélevés les organes qui peuvent être attribués à des receveurs.

Il existe cinq réseaux de don d'organes (avec 14 hôpitaux de prélèvement) et six centres de transplantation en Suisse. En outre, la Suisse collabore avec des organisations européennes, ce qui s'avère très important dans le cas des dons pour les enfants et les groupes sanguins rares. 150 spécialistes formés dans le domaine du don d'organes et de tissus et des équipes de médecins dans les hôpitaux accompagnent le processus du don d'organes avec beaucoup de professionnalisme. Avec le changement de la loi sur la transplantation, ces structures éprouvées et le processus resteront identiques à la situation actuelle.

¹ Attitude de la population vis-à-vis du don d'organes (admin.ch)

² Rapport annuel de Swisstransplant

Pourquoi dois-je voter OUI à la modification de la loi sur la transplantation le 15 mai 2022 ?



Sauver plus de vies

Chaque semaine, une à deux personnes inscrites sur la liste d'attente d'organes décèdent en Suisse. Un don d'organes, c'est le don d'une nouvelle vie lorsque la nôtre a pris fin. Pour beaucoup de gens, c'est une pensée réconfortante et digne. Avec un don d'organes, un donneur peut sauver jusqu'à neuf personnes. Il n'y a pas de limitation d'âge et très peu de critères d'exclusion pour le don d'organes.



80% de la population suisse sont favorables au don d'organes

Environ 80% de la population suisse se disent favorables au don d'organes. La majorité est prête à faire un don d'organes (selon différents sondages, comme p. ex. GFS Bern, Registre national du don d'organes 2019).



Décharger les proches

Le principe suivant continue à s'appliquer : le mieux est que chacun consigne de son vivant s'il souhaite ou non faire le don de ses organes. Dans tous les cas, un entretien avec les proches est organisé. Ce processus est réglementé clairement et bien organisé. Si la volonté n'est pas connue, les proches ont pour tâche de prendre une décision selon le souhait présumé de la personne décédée. Le consentement présumé au sens large permet de leur faciliter la décision dans le moment éprouvant du deuil, car on sait généralement si une personne ne souhaite pas faire de don d'organes.



Soyez un super-héros

Concrètement, chacun de nous peut être la personne qui offre une nouvelle vie à quelqu'un. Lorsqu'une vie se termine, jusqu'à neuf personnes peuvent se voir offrir la chance d'une nouvelle vie grâce à un don d'organes. Le point important : le don d'organes restera encore un acte volontaire à l'avenir, car il est possible de s'exprimer contre un don d'organes à tout moment. Il n'y a pas d'automatisme en matière de don d'organes.



C'est une évidence pour moi, il faut simplifier le système.

Gaëtan, 27,
transplanté du foie





Sans le don d'organe, des familles seront brisées.

Céline, 36,
épouse d'un
transplanté



Comme mon donneur il y a 23 ans sauvons plus de vies.

Gisèle, 75,
transplantée
du rein



Peut-être que vous aussi, vous aurez besoin d'un don d'organes un jour

Il se peut que l'on ait soi-même besoin d'un organe un jour ou l'autre. Le risque d'avoir besoin soi-même d'un don d'organes est six fois plus élevé que devenir soi-même un donneur d'organes.³



Le libre arbitre est préservé

Le principe du consentement présumé au sens large n'est pas un don d'organes automatique. Chaque personne a le choix de s'opposer au don d'organes. Si la question du don d'organes se pose, le personnel hospitalier cherchera à s'entretenir avec les proches. En l'absence de déclaration de volonté, les proches pourront refuser le prélèvement d'organes, de tissus ou de cellules s'ils pensent que cette décision correspond à la volonté présumée du défunt. Si les proches parlent une autre langue ou ne sont pas au courant du consentement présumé, ils sont informés en conséquence par les spécialistes et, le cas échéant, par des interprètes. En l'absence de déclaration de la personne décédée et si les proches ne sont pas joignables, aucun don d'organes ne sera effectué.



Une solution équilibrée et raisonnable

La loi sur la transplantation est une solution non bureaucratique et raisonnable afin d'influer positivement sur le taux de dons et ainsi, de sauver des vies. Le principe du consentement présumé au sens large est appliqué dans la plupart des pays limitrophes de la Suisse, où il a fait ses preuves.



Le processus du don d'organes n'est pas modifié

Le processus du don d'organes est contrôlé très strictement et les organes sont transplantés en toute sécurité. L'attribution des organes se fait strictement selon l'ordonnance sur l'attribution d'organes qui est liée à la loi sur la transplantation. Même avec le changement de la loi sur la transplantation, ces structures professionnelles et le processus resteront identiques à la situation actuelle.



Majorité politique claire

Le Conseil fédéral et le Parlement (141 voix pour au Conseil national et 31 voix pour au Conseil des États) sont favorables à une grande majorité au consentement présumé au sens large.

³ Étude canadienne (Shemie et al. 2011)